

Sète, le 25 septembre 2018

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 17 SEPTEMBRE 2018

A 18 H 30

**Affiché conformément à l'article L. 2121-25
du Code Général des Collectivités Territoriales**

L'an deux mille dix-huit et le 17 septembre, à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir :

Rudy LLANOS donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Marion JEANNE

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur le Maire soumet à l'approbation du Conseil Municipal le compte rendu de la séance du 27 juin 2018. Le compte rendu est approuvé à l'unanimité.

Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises dans le cadre de la délégation par le Conseil municipal d'une partie de ses attributions.

AMENAGEMENT URBAIN

1 - PROGRAMME ACTION COEUR DE VILLE - APPROBATION DE LA CONVENTION-CADRE PLURIANNUELLE ET AUTORISATION DE SIGNATURE

Délibération adoptée à l'unanimité.

Le 14 décembre 2017, a été affirmé le lancement par le gouvernement du programme national « Action Cœur de Ville », visant à conforter la fonction indispensable des villes moyennes au sein de l'armature territoriale régionale.

Engagée depuis de nombreuses années en faveur de la dynamisation de son centre-ville, la labellisation de Sète et de son EPCI (sélection opérée auprès de 222 villes) est une marque de reconnaissance des investissements conséquents mobilisés depuis 2005, pour la rénovation du centre ville de Sète et particulièrement de commerces et immeubles (FISAC, OPAH, PRQAD).

Afin de poursuivre ces actions, sur le plan de l'amélioration de l'espace public, de la synergie commerce-tourisme-patrimoine, des conditions de mobilité et de stationnement, le Conseil municipal a approuvé la signature d'une convention cadre « Action Cœur de Ville » pour une première période 2018-2022, et a autorisé Monsieur le Maire à procéder aux demandes de subventions adéquates auprès de l'Etat et des autres partenaires.

Rapporteur : Monsieur François COMMEINHES

2 - CHARTE ECO-QUARTIERS DE L'ILE DE THAU - ADHESION

Délibération adoptée à l'unanimité.

Dans le cadre du projet de renouvellement urbain de l'île de THAU pour lequel la rédaction de la Convention avec l'ANRU est en cours de finalisation, le Conseil municipal a décidé de s'inscrire dans la démarche EcoQuartier, et a approuvé la signature de la charte des EcoQuartiers.

Le processus de labellisation associé se déroulera selon quatre phases distinctes, comprenant le montage du projet par l'affirmation de vingt engagements pour un urbanisme durable (mixité sociale, accessibilité, emploi, biodiversité, commerces et services de proximité, sécurité urbaine, ...), la délivrance du label et le démarrage des travaux, le suivi annuel du dispositif, et enfin la confirmation du label après 3 ans d'évaluation des résultats, en concertation avec les habitants et usagers.

Rapporteur : Monsieur Gérard NAUDIN

3 - ATTRIBUTION D'AIDES FINANCIERES INDIVIDUELLES AUX PROPRIETAIRES D'IMMEUBLES POUR LE RAVALEMENT DES FACADES

Délibération adoptée à l'unanimité.

Dans le cadre du règlement d'attribution des aides financières pour le ravalement des façades, adopté par délibération du 12 février 2018, le Conseil Municipal a approuvé l'attribution des aides suivantes :

75 BIS GRAND RUE MARIO ROUSTAN	AGENCE HEPTA - SDC 75 BIS GRAND RUE MARIO ROUSTAN	Façades	10 507.20 €
2 QUAI DE LA RESISTANCE	AGENCE LAURITO - SYNDIC COPRO. 2 QUAI DE LA RESISTANCE	Façades	4 422.00 €
10 RUE GAMBETTA	SARL RODIER - COPRO. DU 10 RUE GAMBETTA	Façades	4 889.60 €

Rapporteur : Monsieur François COMMEINHES

4 - PROGRAMME DE REQUALIFICATION DES QUARTIERS ANCIENS DEGRADES CENTRE VILLE - PRÊT PROJET URBAIN - GARANTIE DE LA VILLE A 80% - AVENANT
Délibération adoptée à l'unanimité.

Par délibération du 17 décembre 2013, le Conseil municipal avait accordé sa garantie d'emprunt à hauteur de 80 % soit 1 200 000 €, concernant le remboursement de l'emprunt de 1500000 € souscrit par la SA ELIT, auprès de Caisse des Dépôts et Consignations, pour financer l'opération « PNRQAD centre-ville ».

Dans ce cadre, le Conseil a accordé la réitération de sa garantie pour le remboursement d'un emprunt de 755 028.56 € (correspondant au capital restant dû), à hauteur de 80 % soit 604 022.85 €. La garantie est accordée pour la durée totale du prêt PRU AM/PPU soit une période d'amortissement de 2 ans.

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

5 - PROGRAMME DE REQUALIFICATION DES QUARTIERS ANCIENS DEGRADES DU CENTRE ANCIEN DE SETE - AVENANT DE CLOTURE
Délibération adoptée à l'unanimité.

Le PRQAD de Sète affiche aujourd'hui un très bon état d'avancement opérationnel avec un taux d'engagement des crédits de 99% et un taux de paiement proche de 50%, grâce à une très bonne synergie entre la SA Elit, titulaire de la concession d'aménagement, INSITU, bureau d'étude en charge de l'animation de l'OPAH-RU, et les services de la mairie.

Le Conseil municipal a approuvé la signature d'un avenant de clôture à la convention PRQAD Centre-Ville et son annexe financière, encadrant la clôture du programme au 31 décembre 2024, et validant deux nouvelles opérations : l'aménagement de la place Paul Valéry, de la rue Paul Valéry et de la rue Villefranche, pour un montant de travaux de 820 000 €, soit une subvention ANRU sollicitée de 410 000 €, et la mise en place d'une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage permettant de poursuivre le programme dans le cadre de la nouvelle démarche « Action Cœur de Ville », pour 80 000 € soit une subvention ANRU de 40 000 €.

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

TOURISME

6 - GRAND SITE OCCITANIE - CONTRAT AVEC LE CONSEIL REGIONAL OCCITANIE, LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'HERAULT, SETE AGGLOPOLE MEDITERRANEE ET L'OFFICE DE TOURISME DE SETE
Délibération adoptée à l'unanimité.

La politique « Grands Sites d'Occitanie » vise à encourager la fréquentation touristique dans la région toute l'année, en développant et modernisant l'offre touristique et son potentiel d'attractivité, ainsi que sa capacité à générer des retombées économiques et des emplois pour les territoires concernés, dans le respect des populations, de l'environnement et de la biodiversité.

Le Conseil municipal a approuvé la signature du contrat « grand site Occitanie », établi avec le Conseil Régional Occitanie, le Département de l'Hérault, Sète agglomération méditerranéenne et l'Office de Tourisme de Sète.

Ce contrat a plus précisément pour objet d'organiser l'inscription de Sète archipel de Thau dans le réseau « Grands Sites Occitanie », d'identifier le ou les cœurs emblématiques, les lieux de visite majeurs et la zone d'influence, et de définir le projet

de développement du cœur emblématique du territoire sur 4 ans, indiquant les principaux investissements.

Rapporteur : Madame Marie DE LA FOREST

7 - TAXE DE SEJOUR - MISE A JOUR DU REGLEMENT - FIXATION DE NOUVEAUX TARIFS

Délibération adoptée à l'unanimité.

Le dispositif légal relatif à la taxe de séjour ayant évolué, le Conseil municipal a décidé :

- d'assujettir à la taxe de séjour au réel : les hôtels de tourisme, les résidences de tourisme, les meublés de tourisme, les villages de vacances, les auberges de jeunesse, les chambres d'hôtes, les terrains de camping et de caravanning, les emplacements dans des aires de camping-cars, les parcs de stationnement ; et à la taxe de séjour au forfait : les ports de plaisance.
- que la période de perception de la taxe court du 1^{er} janvier au 31 décembre inclus et que les délais limites de déclaration et de paiement de la taxe de séjour au réel sont fixés par trimestre, excepté pour la taxe forfaitaire et les plateformes de réservation en ligne, pour lesquels le reversement est annuel.
- de fixer les tarifs applicables à compter du 1^{er} janvier 2019, conformément au nouveau barème légal, par nuit et par adulte, comme suit :

I - Taxe au réel	Taxe nette	Taxe département	Total taxe
A - Catégorie d'hébergements			
Palaces	4,00 €	0,40 €	4,40 €
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	3,00 €	0,30 €	3,30 €
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	2,00 €	0,20 €	2,20 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	1,50 €	0,15 €	1,65 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	0,90 €	0,09 €	0,99 €
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1,2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes	0,80 €	0,08 €	0,88 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	0,60 €	0,06 €	0,66 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air	0,20 €	0,02 €	0,22 €

B - Hébergements	Taxe nette
Tout hébergement en attente de classement ou sans classement, <u>sauf hébergements de plein air, chambres d'hôtes et aires de camping-cars</u> Pourcentage appliqué sur la nuitée ou loyer H.T. / nombre d'occupants x nombre d'assujettis	5% hors taxe additionnelle 1%

II - Taxe au forfait	Taxe nette	Taxe département	Total taxe
Port de plaisance	0,20 €	0,02 €	0,22 €

- d'appliquer un taux de 5% (taxe additionnelle non incluse) sur le coût H.T de la nuitée par personne, pour les hébergements non classés, excepté pour les hébergements de plein air, le tarif le plus élevé étant plafonné à 2,30 € H.T et 2,53 € TTC par nuit et par personne,
- d'appliquer une moyenne de deux personnes par unité (bateau) et un taux d'abattement de 10% aux ports de plaisance,
- de fixer le loyer minimum à partir duquel les personnes occupant les locaux, sont assujetties à la taxe de séjour à 1 € TTC journalier,
- d'adopter le nouveau règlement d'application de la taxe de séjour,

Rapporteur : Madame Marie DE LA FOREST

ADMINISTRATION GENERALE

- 8 - COMITE DES OEUVRES SOCIALES - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE**
Délibération adoptée à l'unanimité.

Par délibération du 18 Décembre 2017, le Conseil municipal a approuvé le versement d'une subvention annuelle de 241 000 € au Comité des Œuvres Sociales de la Ville.

Compte tenu de l'intérêt que présentent les actions menées par l'association au titre de l'action sociale, le Conseil municipal a accordé à cette dernière une subvention exceptionnelle de 40 276 euros, afin de permettre le versement d'un montant similaire à celui de l'an passé, tenant compte des charges diverses et de l'évolution du nombre d'adhérents.

Rapporteur : Madame Elyane MICHEL - SARDA

ACTION SOCIALE

- 9 - FONDS D'AIDE AUX JEUNES - CONVENTION DE DELEGATION**
Délibération adoptée à l'unanimité.

Par délibération du Conseil Municipal du 11 juin 2018, le Conseil Municipal a approuvé la signature d'une convention ayant pour objet la délégation du Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes(FDAJ) par le Département à la Ville de Sète, pour l'année 2018.

Considérant l'expérience du C.C.A.S de Sète en matière de gestion de ce fonds et d'animation de ses instances, le Conseil municipal a approuvé la subdélégation du FDAJ au CCAS, pour l'année 2018.

Rapporteur : Madame Jocelyne VILLA-GIZARDIN

AFFAIRES CULTURELLES

- 10 - FESTIVAL 22 V'LA GEORGES - PARTENARIAT CULTUREL AVEC L'ASSOCIATION CAP BRASSENS**
Délibération adoptée à l'unanimité.

Dans le cadre de l'organisation par l'association Cap Brassens, du festival « 22 V'la Georges » se déroulant sur une semaine du mois d'octobre pour célébrer la naissance de Georges Brassens, le Conseil municipal a approuvé la signature, pour 3 années, d'une convention de partenariat avec l'association, prévoyant :

- les engagements de la Ville : contribution annuelle de 1 200 €, mise à disposition gracieuse d'une exposition itinérante pendant le Festival, tarif groupe appliqué pour la visite de l'Espace Georges Brassens (EGB) sur présentation du ticket d'entrée au Festival ou de tout autre spectacle organisé par Cap Brassens, diffusion de la présentation du partenariat sur tous supports de communication internes et externes,

- les engagements de l'association : une heure de concert à l'EGB pendant le Festival, mise à disposition gracieuse d'un emplacement pour la tenue d'un stand, frais d'insertion publicitaire du visuel donné par l'EGB dans le programme du festival, communication du partenariat avec la Ville sur le site internet et en début de spectacle, utilisation du logo de l'EGB.

Rapporteur : Madame Catherine MARAVAL

SPORTS

- 11 - TRANSFERT DE COMPETENCE SUPPLEMENTAIRE A SETE AGGLOPOLE MEDITERRANEE " SOUTIEN, PAR UN FONDS D'INTERVENTION, AUX SPORTIFS DE HAUT NIVEAU PRATIQUANT UN SPORT INDIVIDUEL "**

Délibération adoptée à l'unanimité.

La Ville de Sète a mis en place une politique ambitieuse d'investissement dans le domaine sportif, et de soutien aux sportifs sétois de haut niveau.

Sète agglomération Méditerranée souhaite également contribuer au succès des sportifs locaux, promouvant l'image et le rayonnement du territoire, et aider notamment les plus jeunes en leur apportant une aide pour concilier carrière sportive et études. Cette aide portera sur les disciplines olympiques et paralympiques, et s'intégrera dans la candidature de SaM, au statut de base arrière pour les délégations nationales et internationales, dans le cadre des jeux olympiques de Paris en 2024.

Compte tenu de l'avis de la commission « sports » du 10 avril 2018, et de la Délibération de SaM du 20 juin 2018, le Conseil municipal a approuvé le transfert à SaM de la compétence supplémentaire en matière de « Soutien, par un fonds d'intervention, aux sportifs de haut niveau pratiquant un sport individuel ».

Rapporteur : Monsieur Gérard CASTAN

ADMINISTRATION GENERALE

- 12 - REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL - CONSEILS DES ECOLES PRIVEES SOUS CONTRAT - DESIGNATIONS**

Délibération adoptée à l'unanimité.

Subséquent au renouvellement intégral du Conseil municipal, avaient été désignés par délibération les représentants du Conseil municipal au sein des conseils des écoles privées sous contrat, dans lesquels siégeaient Monsieur BODART en tant que représentant titulaire et Madame GUIRAUDOU-JAMMA en tant que suppléante.

Le Conseil municipal a décidé de procéder à main levée, à une nouvelle désignation de ses représentants au sein de ces organismes :

CONSEIL D'ECOLES ECOLES PRIVEES SOUS CONTRAT

(1 représentant de la commune titulaire + suppléant par école)

CALENDRETA DE SETE

Candidats :

TITULAIRES

- B. AUTHIE
- J.C BOU

SUPPLEANTS

- C. GUIRAUDOU-JAMMA

Suffrages exprimés : 42 - Ont obtenu, ainsi que leurs suppléants :

B. AUTHIE : POUR : 32 – CONTRE : 8 - ABSTENUS : 2

J.C BOU : POUR : 8 – CONTRE : 32 - ABSTENUS : 2

Sont désignés :

TITULAIRES

- B. AUTHIE

SUPPLEANTS

- C. GUIRAUDOU-JAMMA

NOTRE DAME DU SOUS BOIS

Candidats :

TITULAIRES

- B. AUTHIE

- C. DALMON

SUPPLEANTS

- C. GUIRAUDOU-JAMMA

Suffrages exprimés : 42 - Ont obtenu, ainsi que leurs suppléants :

B. AUTHIE : POUR : 32 – CONTRE : 8 - ABSTENUS : 2

C. DALMON : POUR : 8 – CONTRE : 32 - ABSTENUS : 2

Sont désignés :

TITULAIRES

- B. AUTHIE

SUPPLEANTS

- C. GUIRAUDOU-JAMMA

SAINT JEAN ET SAINT VINCENT

Candidats :

TITULAIRES

- B. AUTHIE

- S. DENAJA

SUPPLEANTS

- C. GUIRAUDOU-JAMMA

Suffrages exprimés : 42 - Ont obtenu, ainsi que leurs suppléants :

B. AUTHIE : POUR : 32 – CONTRE : 8 - ABSTENUS : 2

S. DENAJA : POUR : 8 – CONTRE : 32 - ABSTENUS : 2

Sont désignés :

TITULAIRES

- B. AUTHIE

SUPPLEANTS

- C. GUIRAUDOU-JAMMA

SAINT PIERRE

Candidats :

TITULAIRES

- B. AUTHIE

- M.C VION-LECLERC

SUPPLEANTS

- C. GUIRAUDOU-JAMMA

Suffrages exprimés : 42 - Ont obtenu, ainsi que leurs suppléants :

B. AUTHIE : POUR : 32 – CONTRE : 8 - ABSTENUS : 2

M.C VION-LECLERC : POUR : 8 – CONTRE : 32 - ABSTENUS : 2

Sont désignés :

TITULAIRES

- B. AUTHIE

SUPPLEANTS

- C. GUIRAUDOU-JAMMA

Rapporteur : Monsieur Hervé MERZ

POMPES FUNEBRES

13 - POMPES FUNEBRES - ADHESION A LA FEDERATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES LOCALES

Délibération adoptée à l'unanimité des votants par 34 voix Pour, Abstention : 8

La Fédération des Entreprises Publiques Locales est une association œuvrant pour l'accompagnement des collectivités locales dans leurs réflexions sur les modes de gestion, et dans leurs démarches de constitution d'Entreprises Publiques Locales.

Considérant la nécessité de transformer la Régie Municipale des Pompes Funèbres en entreprise publique locale, le Conseil municipal a approuvé l'adhésion à cette association pour un montant de 4500 € pour l'année 2018, et a autorisé Monsieur le

Maire à donner pouvoir au directeur de la régie municipale des Pompes Funèbres en vue de siéger aux réunions et Assemblées Générales de l'association.

Rapporteur : Madame Jocelyne CASSANY

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

14 - DELEGATION DU SERVICE PUBLIC DES BAINS DE MER - EXONERATION PARTIELLE DE LA REDEVANCE D'OCCUPATION - SAISON 2018 Délibération adoptée à l'unanimité.

Dans le cadre de la procédure de désignation des nouveaux délégataires des bains de mer pour les années 2018 à 2021, les sous-traités d'exploitation prévoyaient un début d'exécution au 15 mars 2018. Les redevances pour l'année 2018 avaient donc été fixées sur cette base par délibération du 19 décembre 2016.

Toutefois, les sous-traités n'ayant été signés que le 25 avril 2018, et compte tenu de l'impact important subi sur l'activité économique de ces entreprises en raison de l'absence d'occupation et des investissements initiaux réalisés, le Conseil municipal a décidé, après avis de la DDTM, une exonération partielle de la redevance pour la saison 2018, à hauteur de 40 jours sur 210 jours d'occupation (4.76% du montant de la concession), selon le détail suivant :

LOT	NATURE DU LOT	EXPLOITANT	MONTANT INITIAL DE REDEVANCE	MONTANT EXONERATION	MONTANT REDEVANCE 2018
			210 jours	40 jours	
3	Jeux d'enfants (activités sportives et aires de loisirs)	SAS FANTASY PARK	8 000,00 €	1 523,81 €	6 476,19 €
4	Location de matériels (transats, matelas, parasols) avec restauration	SARL LES SALINES	28 000,00 €	5 333,33 €	22 666,67 €
5	Jeux d'enfants (activités sportives et aires de loisirs)	SAS M.G.P.S	5 000,00 €	5 000,00 €	0,00 €
6	Location de matériels (transats, matelas, parasols) avec restauration	SARL L'OURAGAN	35 000,00 €	6 666,67 €	28 333,33 €
7	Location de matériels (transats, matelas, parasols) avec restauration	SARL ARCHE ACD	35 000,00 €	6 666,67 €	28 333,33 €
8	Location de matériels (transats, matelas, parasols) avec restauration	SARL LA PAILLOTTE	35 000,00 €	6 666,67 €	28 333,33 €
9	Location de matériels (transats, matelas, parasols) avec restauration	SARL LE CABANON DE LA PLAGE	18 000,00 €	3 428,57 €	14 571,43 €
11	Location de matériels (transats, matelas, parasols) avec restauration	SARL B.C.D.G.	16 000,00 €	3 047,62 €	12 952,38 €

12	Location nautique avec ou sans engins motorisés	SARL L'INSTANT NAUTIQUE	6 000,00 €	1 142,86 €	4 857,14 €
13	Location de matériels (transats, matelas, parasols) avec restauration	SARL LA PRAIA	21 000,00 €	4 000,00 €	17 000,00 €
14	Location de matériels (transats, matelas, parasols) avec restauration	SARL LA VOILE ROUGE	21 000,00 €	4 000,00 €	17 000,00 €
16	Location nautique avec ou sans engins motorisés (périmètre protection redoute Castellás)	SARL CAP CARAIBES	9 000,00 €	1 714,29 €	7 285,71 €

L'exploitant du lot n°5, la SAS M.G.P.S, fera l'objet d'une exonération totale, compte tenu de son impossibilité à s'installer pendant la saison 2018.

Rapporteur : Monsieur Sébastien PACULL

15 - DELEGATIONS DE SERVICES PUBLICS LE CASINO/STE SETE LOISIRS - BRASSERIE DES ARTS/EURL BRASSERIE DES ARTS - LOTS DE PLAGE POUR LES BAINS DE MER - RAPPORTS ANNUELS 2017 DES DELEGATAIRES

Après examen par la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 3 septembre 2018, le Conseil municipal a pris acte des rapports des délégataires, pour l'exercice 2017, dans le cadre des délégations de services publics suivantes :

- **Exploitation des jeux du casino** : Société SETE LOISIRS
- **Exploitation de la brasserie du Musée Paul Valéry** : EURL « BRASSERIE DES ARTS »
- **Exploitation des lots de plage pour les bains de mer** (à l'exception des lots n° 2 – 12 et 15, en liquidation judiciaire, du lot 5, radié, et du lot 7 qui n'a pas fourni son rapport et bilan annuels malgré les demandes).

Rapporteur : Monsieur Sébastien PACULL

16 - GESTION DE LA DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ELECTRICITE CONFIEE A ENEDIS - RAPPORT D'ACTIVITE EXERCICE 2017

Après examen par la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 3 septembre 2018, le Conseil municipal a pris acte du rapport annuel du délégataire ENEDIS pour la gestion de la distribution publique d'électricité, exercice 2017.

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

17 - GESTION DE LA DISTRIBUTION PUBLIQUE DE GAZ CONFIEE A GAZ RESEAU DISTRIBUTION FRANCE - RAPPORT D'ACTIVITE EXERCICE 2017

Après examen par la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 3 septembre 2018, le Conseil municipal a pris acte du rapport annuel du délégataire GAZ RESEAU DISTRIBUTION France pour la gestion de la distribution publique de GAZ, exercice 2017.

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

18 - GESTION DU SITE RADIOELECTRIQUE DU MONT SAINT CLAIR CONFIEE A TDF - RAPPORT D'ACTIVITE EXERCICE 2017

Après examen par la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 3 septembre 2018, le Conseil municipal a pris acte du rapport annuel du délégataire TDF pour la gestion du site radioélectrique du Mont Saint-Clair, exercice 2017.

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

19 - DELEGATION DU SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU STATIONNEMENT CONFIEE A LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE DU BASSIN DE THAU - RAPPORT D'ACTIVITE 2017

Délibération adoptée à la majorité par 34 voix Pour et 8 voix Contre,

Le Conseil municipal a émis un avis favorable sur le rapport annuel de la Société Publique Locale du Bassin de Thau détaillant l'activité du stationnement sur voirie, du parking des Halles, du parking du Canal, de l'Aire de Camping-car des 3 Dignes, ainsi que le bilan financier au 31 décembre 2017.

Les comptes d'exploitation consolidés présentent un résultat net avant impôt positif de 2,5 k€. Le montant des produits d'exploitation représente 2 566 k€. Les charges d'exploitation, hors amortissements et provisions non courantes s'élèvent à 1 047 k€.

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

20 - SOCIETE PUBLIQUE LOCALE BASSIN DE THAU - RAPPORT D'ACTIVITE 2017

Délibération adoptée à la majorité par 34 voix Pour et 8 voix Contre,

Le Conseil municipal a émis un avis favorable sur le rapport d'activité de la Société Publique Locale du Bassin de Thau pour l'année 2017, pour les activités suivantes :

- La délégation de service public, confiée par la ville, pour la gestion du stationnement des parkings (les Halles et le Canal) et en voirie : en 2017, les travaux de consolidation du parking du Canal se sont poursuivis, le matériel de péage des parkings des Halles et du Canal a été remplacé, les 2/3 des horodateurs en voirie ont été remplacés. Tout en conservant la même tarification horaire, l'ensemble des recettes des parkings et de la voirie progressent en 2017 de 5,7% par rapport à 2016. Par ailleurs, les études pour les travaux de rénovation / mise aux normes et embellissement des parkings des Halles et du Canal ont été lancées avec le choix d'une maîtrise d'œuvre en octobre 2017.
- La requalification des Zones d'Activités Economiques (Eaux Blanches, parc Aquatechnique à Sète et zone La Peyrade à Frontignan) confiée par Sète Agglopôle Méditerranée : les études ont été réalisées en 2017 et les travaux lancés en 2018 pour les ZAE Aquatechnique et Eaux Blanches, et 2019 pour celle de la Peyrade, après réalisation du clos-couvert de la cuisine municipale.

Le compte de résultat après impôt sur les sociétés dégage un bénéfice de 44 K€ avec des charges de la société (fonctionnement et DSP) s'élevant à 2 761 K€ (comprenant l'impôt sur les sociétés à hauteur de 15 K€), et des produits de la Société (fonctionnement et DSP) s'élevant à 2 805 K€.

Rapporteur : Monsieur François COMMEINHES

EAU

- 21 - GESTION DU SERVICE ALIMENTATION ET DISTRIBUTION EN EAU POTABLE CONFIEE A LA SEMOP L'EAU D'ISSANKA - RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DE SERVICE - RAPPORT 2017**

Délibération adoptée à la majorité par 34 voix Pour et 8 voix Contre,

Après examen par la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 3 septembre 2018, le Conseil municipal a émis un avis favorable sur le rapport annuel du prix et de la qualité du service public d'eau potable, destiné notamment à l'information des usagers.

Une note de synthèse établie par l'Agence de l'Eau sur les redevances figurant sur la facture d'eau des abonnés et sur la réalisation de son programme pluriannuel de subvention est annexée à la présente délibération.

Rapporteur : Monsieur Jean-Claude GROS

- 22 - GESTION DU SERVICE ALIMENTATION ET DISTRIBUTION EN EAU POTABLE CONFIEE A LA SEMOP L'EAU D'ISSANKA - RAPPORT D'ACTIVITE 2017**

Délibération adoptée à la majorité par 34 voix Pour et 8 voix Contre,

Après examen par la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 3 septembre 2018, le Conseil municipal a émis un avis favorable sur le rapport annuel du délégataire la SEMOP "L'EAU D'ISSANKA", pour la gestion du service d'alimentation et de distribution en eau potable, pour l'exercice 2017.

Rapporteur : Monsieur Jean-Claude GROS

AMENAGEMENT URBAIN

- 23 - SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE HERAULT AMENAGEMENT - RAPPORT D'ACTIVITE 2017 - AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Délibération adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal a émis un avis favorable sur le rapport d'activité de la Société d'économie mixte HERAULT AMENAGEMENT, pour l'exercice 2017.

En 2017, l'activité de la société peut se caractériser par la conduite de 32 projets, dont 8 nouveaux et 24 en cours de réalisation, représentant un montant d'investissement de 12 675 000 €.

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

- 24 - CONCESSION PUBLIQUE D'AMENAGEMENT ZAC OUEST - CARRIERE DU RAMASSIS / QUARTIER DES SALINS - GRAC 2017**

Délibération adoptée à la majorité par 34 voix Pour et 8 voix Contre,

Le Conseil municipal a approuvé le compte rendu annuel à la collectivité pour l'exercice 2017 concernant la concession publique d'aménagement ZAC Ouest, Carrière du Ramassis / Quartier des Salins, ainsi que la liste des cessions et acquisitions, et le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisés correspondants, faisant état des éléments suivants :

CARRIERE DU RAMASSIS :

Le montant des dépenses actualisé est de 4 155 000 € dont 4 005 000 € réalisés au 31 décembre 2017, incluant un excédent d'opération prévisionnel de 4 083 000 €. La

partie reversement prévoit une restitution à la commune à hauteur de 250 000 € en 2018, et 1 974 000 € en 2019.

Le montant des recettes actualisé est de 8 238 000 € dont 8 238 000 € réalisés au 31 décembre 2017.

ENTREE OUEST :

Le montant des dépenses actualisé est de 14 282 000 € dont 12 516 000 € réalisés au 31 décembre 2017, soit 86 %.

Le montant des recettes actualisé est de 11 776 000 € dont 9 328 000 € réalisées au 31 décembre 2017 soit 74 %.

Le bilan consolidé montre un besoin de trésorerie à fin 2017 de 756 000 € du fait des ventes restant à réaliser.

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

25 - SA ELIT - RAPPORT D'ACTIVITE 2017

Délibération adoptée à la majorité par 34 voix Pour et 8 voix Contre,

Le Conseil municipal a émis un avis favorable sur le rapport d'activité de la Société d'Economie Mixte SA ELIT, pour l'exercice 2017, portant sur :

- les opérations de requalification du cœur de ville au travers des conventions PNRQAD et PRI ILE SUD, pour lesquelles plusieurs lots ont été vendus.
- la ZAC des Salins, pour laquelle a été réalisé, au dernier trimestre, le mail central, axe structurant de la vie du quartier.
- la ZAC ENTREE Est secteur Sud, pour laquelle un nouveau dossier de réalisation est en attente de validation.

Les missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage - Publics (lido de Frontignan) et Privés (ZAC des Salins - Sète) complètent l'activité opérationnelle. La SA ELIT a par ailleurs été retenue en 2017 dans le cadre d'un groupement avec LRA et GGL, pour conduire les études sur l'entrée Est secteur Nord.

Enfin, la synergie avec la SPL BT portant les activités « parcs de stationnement de Sète » et « requalification des Zones d'Activités Economiques », s'est traduite par la réduction du coût salarial et des frais généraux pour la SA ELIT.

Les charges de la société s'élevant au montant comptabilisé de 580 000 € et les produits s'élevant au montant comptabilisé de 630 000 €, l'exercice 2017 affiche un résultat net positif de 50 000 €.

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

GESTION DU PATRIMOINE

26 - ACQUISITION DU BIEN CADASTRE AI 310, DIT CENTRE SOCIAL GABINO, PROPRIETE DE SETE THAU HABITAT OPH

Délibération adoptée à l'unanimité - Ne participe pas au vote : 1.

Un des axes majeurs du futur projet de rénovation urbaine de l'Ile de Thau, qui s'inscrit dans le cadre d'une convention pluriannuelle à signer avec l'ANRU, consistera en la restructuration du centre commercial « les boutiques de Thau ».

Par délibération du 9 octobre 2017 a été approuvée la signature d'une convention partenariale entre l'opérateur EPARECA (Etablissement Public national d'Aménagement et de Restructuration des Espaces Commerciaux et Artisanaux), Sète Agglopôle Méditerranée et la ville, précisant que la Ville acquerra les locaux commerciaux qu'elle ne maîtrise pas, prendra en charge les transferts des

commerçants, démolira le bâtiment actuel, et cèdera à l'EPARECA le terrain nécessaire à la construction du futur centre.

Compte tenu de ces éléments, le Conseil municipal a approuvé l'acquisition du bien cadastré CI 310, dit « Centre social Gabino », propriété de Sète Thau Habitat OPH, au prix de 340 000 €, conformément à l'avis des domaines, auxquels s'ajouteront les frais d'acte notarié.

Rapporteur : Monsieur François COMMEINHES

27 - SITE "ENTREE EST PARTIE NORD" - MISSION D'ANTICIPATION FONCIERE - CONVENTION AVEC L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'OCCITANIE ET SETE AGGLOPOLE MEDITERRANEE - AVENANT N°3
Délibération adoptée à l'unanimité

Dans le cadre de la convention d'anticipation foncière entre la commune, Sète agglomération Méditerranée et l'Etablissement Public Foncier Occitanie sur le périmètre « Entrée Est – Partie Nord », L'EPF a cédé fin 2017 et directement à l'aménageur, la majorité des terrains Flexsys (99 828 m² pour un prix de 5 367 134,77 €). Concernant les terrains restants, qui représentent 13 395 m² pour un prix de 863 277,02 € TTC, la SPLBT (ayant conclu un contrat de concession avec SaM sur cette zone) envisage leur acquisition avec paiement différé sur l'exercice 2018.

En conséquence, le Conseil municipal a approuvé la signature d'un avenant n°3 à la convention initiale, afin d'introduire parmi les engagements de SaM, une obligation de substitution de cette dernière en cas de non paiement à échéance par l'opérateur qu'elle aura désigné, et de modifier les clauses relatives aux modalités de paiement afin d'y intégrer cette possibilité.

Par ailleurs, conformément aux orientations prises dernièrement par l'EPF Occitanie sur l'ensemble des dispositifs conventionnels, il y a lieu de modifier la convention sur les conditions de jouissance et de gestion des biens acquis par l'établissement, et d'adapter l'article portant sur le périmètre d'intervention afin de permettre à l'EPF d'acquiescer à l'amiable toutes parcelles limitrophes au périmètre si, et uniquement si, ces acquisitions présentent un intérêt économique ou technique pour l'opération.

Rapporteur : Monsieur François COMMEINHES

28 - TRANSFERT DE PROPRIETE DU CANAL DE LA PEYRADE
Délibération adoptée à l'unanimité des votants par 34 voix Pour,
Abstention : 8,

Le canal de la Peyrade, qui s'étend du Canal du Rhône à Sète jusqu'au Canal Maritime, fait actuellement partie du domaine public foncier de l'Etat, géré par Voies Navigables de France.

Compte tenu des projets de requalification engagés sur l'entrée Est, et de la nécessité d'inclure ce canal dans le périmètre de rénovation, le Conseil municipal a décidé de solliciter le lancement de la procédure de transfert du Canal vers le domaine public de la commune. La procédure administrative afférente est d'une durée de 18 mois.

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

- 29 - ZAC ENTREE EST SECTEUR SUD - CESSION DES BIENS CADASTRES AK 34, AK 37, AK 80, AK 84, AK 86, AK 125 ET AK 126, SIS AVENUE DU MARECHAL JUIN, A LA SA ELIT**
Délibération adoptée à l'unanimité.

Dans le cadre de la convention publique d'aménagement ZAC Entrée Est secteur Sud, la ville a procédé, le 20 décembre 2017, à l'acquisition des biens acquis par l'EPF, cadastrés AK 34, AK 37 et AK 80, au prix de 2 664 241,31 € TTC.

Alors que sont actuellement étudiées les conditions optimales de poursuite du développement de la ZAC, le Conseil municipal a décidé la cession des biens précités à la SA ELIT, auxquelles s'ajoutent les biens résiduels cadastrés AK 84 (87 m²), AK 86 (79 m²), AK 125 (532 m²) et AK 126 (314 m²), acquis précédemment par la Ville. La cession interviendra au prix de 2 664 241 € TTC, correspondant au prix de revient actualisé des parcelles AK 34, AK 37 et AK 80. Les frais notariés afférents incomberont à l'acquéreur.

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

URBANISME

- 30 - PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - APPROBATION DE LA MODIFICATION N°3**
Délibération adoptée à l'unanimité des votants par 32 voix Pour,
Abstention : 10,

Après avis favorable du commissaire enquêteur suite à l'enquête publique s'étant déroulée du 9 juillet au 10 août 2018, le Conseil municipal a approuvé le dossier de Plan Local d'Urbanisme ayant fait l'objet de la modification n°3, portant sur :

- la correction d'erreurs matérielles,
- des évolutions du règlement et modifications du zonage,
- des mises à jour,
- des mises en cohérence graphiques (zonage, emplacements réservés),
- des précisions réglementaires.

L'ensemble des recommandations et questions du Commissaire Enquêteur, des Personnes Publiques Associées et du public, sous toutes leurs formes, ont été entendues et leur opportunité étudiée. Ainsi, suite à cette analyse, certains amendements ont été apportés au dossier, n'affectant pas son économie générale.

Rapporteur : Monsieur François COMMEINHES

FINANCES

- 31 - BUDGET VILLE - ADMISSIONS EN NON VALEUR**
Délibération adoptée à l'unanimité.

Le Conseil municipal a admis en non-valeur les créances irrécouvrables ci-après, sur le Budget Principal Ville, selon l'état transmis par Monsieur le Trésorier Municipal, pour un montant total de 71 459,60 € TTC au lieu de 80 483,22 €, comme indiqué sur la liste n°2770180231.

Certaines créances étant détenues par des entreprises toujours en activité susceptibles d'honorer ces créances, il semble opportun de refuser les admissions en non valeurs concernées.

ANNEES	MONTANTS
1997	3,72
2013	0,00
2014	10 488,01
2015	11 982,00
2016	17 724,61
2017	31 261,26
TOTAL	71 459,60

L'admission en non-valeur ne retire pas à la commune ses droits contre ses débiteurs et ne fait pas obstacle à l'exercice d'éventuelles poursuites ultérieures.

Rapporteur : Madame Anne DE GRAVE

32 - BUDGET PORT DES QUILLES - ADMISSIONS EN NON VALEUR **Délibération adoptée à l'unanimité.**

Le Conseil municipal a admis en non-valeur les créances irrécouvrables ci-après, sur le Budget du Port des Quilles, selon l'état transmis par Monsieur le Trésorier Municipal, pour un montant total de 1 284,33 € HT soit 1 526,50 € TTC.

ANNEES	MONTANT HT	TVA	TTC
2015	562,50	112,50	675,00
2016	648,33	129,67	778,00
2017	73,50	0	73,50
TOTAL	1 284,33	242,17	1 526,50

L'admission en non-valeur ne retire pas à la commune ses droits contre ses débiteurs et ne fait pas obstacle à l'exercice d'éventuelles poursuites ultérieures.

Rapporteur : Monsieur Romain FERRARA

33 - BUDGET POMPES FUNEBRES - ADMISSIONS EN NON VALEUR **Délibération adoptée à l'unanimité.**

Le Conseil municipal a admis en non-valeur les créances irrécouvrables ci-après, sur le Budget des Pompes Funèbres, selon l'état transmis par Monsieur le Trésorier Municipal, pour un montant total de 4 130,99 € HT soit 4 957,18 € TTC au lieu de 6 094,18 €, comme indiqué sur la liste 313049531. Cette différence provient de l'annulation partielle du titre n°93 de 2018 pour un montant de 1 137 €.

ANNEES	MONTANT HT	TVA	TTC
2015	4 125,61	825,12	4 950,73
2017	5,38	1,07	6,45
TOTAL	4 130,99	826,19	4 957,18

L'admission en non-valeur ne retire pas à la commune ses droits contre ses débiteurs et ne fait pas obstacle à l'exercice d'éventuelles poursuites ultérieures.

Rapporteur : Madame Jocelyne CASSANY

34 - BUDGET CREMATORIUM - ADMISSIONS EN NON VALEUR
Délibération adoptée à l'unanimité.

Le Conseil municipal a admis en non-valeur les créances irrécouvrables ci-après, sur le Budget du Crématorium, selon l'état transmis par Monsieur le Trésorier Municipal, pour un montant total de 7 847,35 € HT soit 9 402,22 € TTC, répartis sur 2 listes.

ANNEES	NUMERO LISTE	MONTANT HT	TVA	TTC
2013	2321110531	2 449,83	480,17	2 930,00
2015	2321110531	1 479,84	291,16	1 771,00
2016	2982830231	2 698,31	539,66	3 237,97
2017	2982830231	1 219,38	243,88	1 463,25
TOTAL		7 847,35	1 554,87	9 402,22

L'admission en non-valeur ne retire pas à la commune ses droits contre ses débiteurs et ne fait pas obstacle à l'exercice d'éventuelles poursuites ultérieures.

Rapporteur : Madame Jocelyne CASSANY

35 - FIXATION DE L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION DEFINITIVE 2017 ET PROVISoire 2018 - APPROBATION
Délibération adoptée à l'unanimité.

Suite au rapport de la CLECT, tenant compte du transfert de la compétence « gestion des eaux pluviales », le Conseil Communautaire de Sète Agglopôle méditerranée a fixé, par délibération du 17 mai 2018, le montant définitif de l'attribution de compensation 2017, et le montant provisoire de l'attribution de compensation 2018 relative à la Ville de Sète, comme suit :

ATTRIBUTION PROVISoire VERSEE EN 2017	ATTRIBUTION DEFINITIVE 2017	ECART AC PROVISoire/PERCUE EN 2017	ATTRIBUTION PROVISoire 2018
6 650 024	6 503 741	-146 283	6 503 741

Le Conseil municipal a approuvé ces montants.

Rapporteur : Madame Anne DE GRAVE

ADMINISTRATION GENERALE

36 - RAPPORT D'OBSERVATIONS DEFINITIVES DE LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES - EXERCICE 2010 A 2016 - RAPPORT ANNUEL DES ACTIONS ENTREPRISES - PRESENTATION
Délibération adoptée à l'unanimité.

Par délibération du 24 juillet 2017, le Conseil municipal a pris acte de la présentation du rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes, et de la tenue d'un débat à ce sujet.

Conformément au Code des juridictions financières, le Conseil municipal a pris acte de la présentation du rapport annuel précisant les actions entreprises à la suite des observations de la chambre régionale des comptes évoquées précédemment.

Rapporteur : Monsieur François COMMEINHES

PERSONNEL

37 - MODIFICATIONS TABLEAUX DES EMPLOIS Délibération adoptée à l'unanimité.

Le Conseil municipal a adopté le tableau des emplois prenant en compte les modifications suivantes, à effet immédiat :

BUDGET VILLE

CREATION DE POSTES

Filière Administrative

- * 1 poste d'Attaché principal (Catégorie A) à temps complet
- * 1 poste de Rédacteur principal de 2^{ème} classe (Catégorie B)
- * 1 poste d'Adjoint administratif (Catégorie C) à temps complet
- *

Filière Technique

- * 1 poste d'Ingénieur (Catégorie A) à temps complet
- * 1 poste de Technicien (Catégorie B) à temps complet
- * 2 postes d'Agent de maîtrise principal (Catégorie C) à temps complet
- * 7 postes d'Adjoint technique principal de 2^{ème} classe (Catégorie C) à temps complet
- * 2 postes d'Adjoint technique principal de 1^{ère} classe (Catégorie C) à temps complet
- * 6 postes d'Adjoint technique territorial (Catégorie C) à temps complet

Filière Sociale

- * 1 poste d'Agent social (Catégorie C) à temps complet

Filière Animation

- * 11 postes d'Adjoint d'animation (Catégorie C) à temps complet
- * 7 postes d'Adjoint d'animation (Catégorie C) à temps non complet 28 heures

Rapporteur : Madame Elyane MICHEL - SARDA

38 - MISES A DISPOSITION DE PERSONNELS Délibération adoptée à l'unanimité.

Après avis de la Commission Administrative Paritaire compétente du 14 septembre 2018, le Conseil municipal a pris acte des projets de mise à dispositions et des conventions afférentes concernant :


- la poursuite de la mise à disposition de Madame Karine SABATIER, adjoint administratif de 2^{ème} classe, auprès de l'Association « Escalé à Sète », à compter du 1^{er} Juillet 2018, pour 3 mois.
- la mise à disposition de Monsieur Christophe ESPOSITO, agent de maîtrise principal, auprès du Comité des Œuvres Sociales, à compter du 1^{er} septembre 2018, pour 3 ans.

Ces mises à disposition donneront lieu à un remboursement intégral des rémunérations et charges afférentes aux emplois concernés.

Rapporteur : Madame Elyane MICHEL - SARDA

La séance est levée à 22h13.

Le Maire



Le sceau de la Ville de Sète, Hérault, Secrétariat Général, est apposé sous la signature.

François COMMEINHES

LES EXTRAITS DU REGISTRE DES DELIBERATIONS, OBJET DU PRESENT COMPTE-RENDU, SONT PUBLIES CONFORMEMENT A L'ARTICLE L 2131-1 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

TOUTE PERSONNE PEUT EN PRENDRE CONNAISSANCE AUPRES DU SECRETARIAT GENERAL A L'HOTEL DE VILLE.